CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 12.461 du 11 juin 2008
dans l'affaire X / III

En cause : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la
Ministre de la Politique de migration et d'asile

LE PRESIDENT DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 19 octobre 2007 par X, qui déclare être originaire du Togo, tendant à l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, prise le 17 août 2007, et d'un ordre de quitter le territoire délivré le 25 septembre 2007.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 21 mars 2008 convoquant les parties à comparaître le 21 avril 2008.

Entendu, en son rapport, , .

Entendu, en observations, Me H. DOTREPPE loco Me D. ANDRIEN, avocat, qui comparaît la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes.

1.1. La requérante déclare être arrivée en Belgique le 1^{er} juillet 2002.

Le 2 juillet 2002, elle a demandé l'asile. Cette procédure s'est clôturée le 20 juillet 2004 par une décision de la Commission permanente de recours des réfugiés, constatant le désistement de la requérante.

Le 29 juin 2004, elle a introduit une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9, alinéa 3, de la loi. Cette demande a été déclarée irrecevable le 1^{er} octobre 2004. Le recours introduit contre cette décision devant le Conseil d'Etat est toujours pendant.

Le 12 novembre 2004, elle a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9, alinéa 3, de la loi. Elle a actualisé cette demande une première fois le 20 juillet 2005 et une seconde fois le 7 juin 2007.

1.2. En date du 17 août 2007, la partie défenderesse a pris à son égard une décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Rappelons tout d'abord que l'intéressée a été autorisée au séjour en Belgique uniquement dans le cadre de sa demande d'asile introduite le 02/07/2002, clôturée négativement par le Commissariat Générale des Réfugiés et Apatrides le 08/08/2003, décision notifiée le 12/08/2003. Concernant le recours à la Commission permanente des Recours aux Réfugiés introduit le 21/08/2003 et clôturé négativement le 20/07/2004 pour cause de renonciation de la part de la requérante. Notons, que même si cette renonciation est due au désistement de son conseil, il revenait à la requérante de trouver un nouvel avocat pour sa défense. Et si elle était dans l'incapacité d'en trouver un, une demande d'avocat pro-déo pouvait aussi être introduite. Ainsi, cet élément ne peut constituer une circonstance exceptionnelle. En outre, concernant le recours au Conseil d'Etat toujours pendant, observons que celui-ci n'étant pas suspensif, il n'ouvre aucun droit de séjour et ne peut donc par conséquent constituer une circonstance exceptionnelle. Aussi, l'intéressé réside en séjour illégal depuis lors et aucune circonstance exceptionnelle n'est établie.

L'intéressée invoque des craintes de persécutions qui empêcheraient tout retour, même momentané, au pays d'origine et fait valoir qu'un retour au Togo serait incompatible avec l'art 3 de la CEDH. Or, elle n'apporte aucun élément nouveau par rapport à ceux qu'elle a déjà avancés lors de sa procédure d'asile et qui n'ont pas été retenus par les instances compétentes. Dès lors, force est de nous référer aux arguments avancés pendant la procédure d'asile et de constater qu'ils ont été rejetés, tant par l'Office des Etrangers que par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides, ainsi que lors de la précédente demande basée sur l'article 9, alinéas 3 de la loi du 15/12/1980, introduite le 27/09/2004 et déclarée irrecevable le 01/10/2004. Les faits allégués à l'appui de la demande d'autorisation de séjour n'appellent donc pas une appréciation différente de celle opérée par les organes compétents en matière d'asile et ne constituent pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire.

L'intéressée invoque la situation générale prévalant au Togo (étayée par des extraits du rapport d'Amnesty International de 1999 et 2004) et mentionne également la nouvelle prise de pouvoir par le fils du Président Eyadéma (Faure). Ces motifs ne peuvent constituer une circonstance exceptionnelle car ils ne font que relater des éléments sans implication directe, implicite ou explicite se rapportant à la situation de la requérante. En effet, le fait d'être : togolaise, membre actif d'un parti de l'opposition et demandeuse d'asile, n'implique pas, ipso facto, un lien direct entre requérante et la situation générale du pays. De plus, notons, qu'invoquer une situation générale ne peut constituer une circonstance exceptionnelle car d'une part, la seule évocation d'un climat général n'implique pas un risque individuel l'empêchant d'effectuer un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger et d'autre part, la demanderesse n'apporte aucun élément qui permette d'apprécier le risque qu'elle encoure en matière de sécurité personnelle ou en matière de délai requis pour la procédure de visa (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, audience publique des référés n° 2001/536/c du 18/06/2001 du rôle des référés). Cet élément ne constitue donc pas une circonstance exceptionnelle.

Par ailleurs, la requérante n'a pas à faire application de l'esprit de la loi du 22/12/1999 sur la régularisation de certaines catégories d'étrangers, étant donné que ladite loi du 22/12/1999 relative à la régularisation de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du Royaume vise des situations différentes (Conseil d'Etat - Arrêt n°100.223 du 24/10/2001). En effet, on ne saurait confondre les critères de régularisation prévus par la loi du 22/12/1999, opération exceptionnelle et à ce jour unique, avec ceux de l'application quotidienne de l'article 9 alinéa 3 de la loi du 15/12/1980 (Conseil d'Etat- Arrêt n° 121565 du 10/07/2003). De plus, c'est à la requérante qui entend déduire de situations qu'elle prétend comparables qu'il incombe d'établir la comparabilité de ces situations avec la sienne (Conseil d'Etat - Arrêt n° 97.866 du 13/07/2001), car le fait que d'autres ressortissants auraient bénéficié d'une régularisation de séjour n'entraîne pas ipso facto sa propre régularisation et ne constitue pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire.

La requérante avance également comme circonstance exceptionnelle l'absence d'Ambassade belge au Togo. Or, cet élément ne peut être assimilé à une circonstance exceptionnelle étant donné que, selon les informations collectées sur le site Internet www.diplobel.be, il existe un consulat honoraire à Lomé où les demandes d'autorisation de

séjour de plus de trois mois peuvent être déposées. Dès lors, l'intéressée pourra effectuer les démarches administratives nécessaires à son séjour en Belgique.

Ajoutons que la requérante invoque comme circonstance exceptionnelle son intégration, à savoir ses attaches sociales développées et le fait de pratiquer du bénévolat. Or, ces éléments ne constituent pas, à eux seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9 alinéa 3, car on ne voit pas en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation de séjour requise (Conseil d'Etat – Arrêt 114.155 du 27.12.2002).

La requérante invoque aussi le fait qu'elle travaillait de façon effective et qu'elle était en possession d'un permis de travail C. Observons, qu'elle était autorisée à travailler uniquement dans le cadre de l'examen au fond de sa procédure d'asile. Quant au permis de travail C, notons que selon l'Arrêté Royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère, ce permis est accordé aux ressortissants autorisés à séjourner en qualité de candidat réfugié recevable, jusqu'à ce qu'une décision soit prise quant au bien-fondé de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides ou, en cas de recours, par la Commission Permanente de Recours aux Réfugiés. Dès lors, depuis le 20/07/2004, l'intéressée ne jouit plus de la possibilité de travailler et le contrat de travail de remplacement ne saurait constituer une circonstance exceptionnelle.

Pour terminer, la requérante évoque le fait que le Tribunal du Travail a statué la demande comme étant recevable et fondée dans un jugement datant du 12/07/2005. Or, même si le Tribunal du Travail a pris cette décision, il faut noter qu'il n'a pas la compétence pour statuer sur une demande d'asile qui est du ressort de l'Office des Etrangers et du Commissariat Générale des Réfugiés et Apatrides. Par conséquent, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. »

2. Exposé des moyens d'annulation.

2.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et du principe général de l'égalité des armes.

Elle reproche en substance à l'acte attaqué de mentionner certains arrêts et jugement qui ne sont pas publiés ni, pour ce qui concerne le Conseil d'Etat, disponibles sur son site. Cette jurisprudence n'étant par ailleurs pas jointe à l'acte attaqué et n'ayant pas été remise à la requérante, elle estime que la décision n'est pas légalement motivée et l'égalité des armes est violée.

2.2. La partie requérante prend un deuxième moyen de l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation des articles 9, alinéa 3, et 62 de la loi du 15 décembre 1980.

Elle relève en substance d'une part, que la partie défenderesse ne démontre pas que la requérante a bien invoqué les rapports d'Amnesty International dans le cadre de sa demande d'asile, et d'autre part, que la requérante a invoqué, postérieurement à la fin de sa procédure d'asile en 2004, des rapports établis le 18 janvier 2007 par Amnesty International et le 18 avril 2007 par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle estime par conséquent que l'acte attaqué procède de l'erreur manifeste d'appréciation en reprochant à la requérante de ne produire aucun nouvel élément par rapport à ceux invoqués dans sa demande d'asile.

Elle soutient par ailleurs que l'acte attaqué n'est pas régulièrement motivé à défaut de contester concrètement les différents rapports et arrêts invoqués par la requérante.

Elle estime enfin que la décision litigieuse méconnaît la notion de circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9, alinéa 3, de la loi. Elle rappelle ainsi que le champ d'application de cette disposition est distinct de celui des dispositions de la Convention de Genève, en sorte que des circonstances rejetées dans le cadre d'une demande d'asile peuvent justifier l'introduction d'une demande de séjour fondée sur un risque de violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). A cet égard, l'impossibilité de retour au pays d'origine au risque de subir des traitements inhumains et

dégradants en raison du statut de demandeur d'asile débouté, peut constituer une circonstance exceptionnelle.

2.3. La partie requérante prend un troisième moyen de l'erreur manifeste d'appréciation, de la violation des principes généraux de bonne administration et réglementant la force probante et obligatoire des décisions de justice, des articles 1350 à 1352 du Code civil et 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

La partie requérante fait en substance valoir qu'un jugement du 12 juillet 2005 du Tribunal du Travail, qu'elle a transmis à la partie défenderesse, a estimé que la qualité de « demandeur d'asile déboutée » de la requérante justifiait son impossibilité d'exécuter un ordre de quitter le territoire. La partie défenderesse a dès lors commis une erreur manifeste d'appréciation et a méconnu ce jugement et son contenu. Il s'ensuit qu'à partir du moment où ce jugement a constaté une « impossibilité absolue pour la demanderesse d'exécuter l'ordre de quitter le territoire », la partie défenderesse ne pouvait décider qu'il n'y avait pas de circonstance exceptionnelle sans violer l'article 9, alinéa 3, de la loi ainsi que les principes généraux de bonne administration et réglementant la force probante et obligatoire des décisions de justice, ainsi que les articles 1350 à 1352 du Code civil.

2.4. La partie requérante prend un quatrième moyen de l'erreur manifeste d'appréciation et de l'article 9, alinéa 3, de la loi.

Elle observe en substance, après consultation du site internet mentionné dans la décision attaquée, que l'ambassade compétente pour le Togo se situe à plus de 2000 km de la capitale du Togo. Cette absence de poste diplomatique dans un périmètre raisonnable constitue dès lors une circonstance exceptionnelle.

2.5. Dans son mémoire en réplique, la partie requérante confirme pour l'essentiel les moyens développés dans sa requête.

3. Discussion.

3.1.1. Sur le premier moyen pris en ce qu'il concerne la jurisprudence citée dans l'acte attaqué, force est de rappeler que dans le cadre du large pouvoir d'appréciation que lui confère l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, rien n'empêche la partie défenderesse de s'inspirer, pour les faire siens en exprimant la substance dans sa décision, d'enseignements tirés de la jurisprudence, sans que ce procédé ne porte atteinte à la validité de sa motivation.

Le Conseil rappelle en effet, s'agissant des obligations de motivation de l'autorité administrative, que celle-ci doit, dans sa décision, fournir à l'intéressé une connaissance claire et suffisante des considérations de droit et de fait qui l'ont déterminée, en sorte qu'il peut comprendre les raisons qui la justifient et apprécier l'opportunité de les contester utilement.

Il s'en déduit que l'obligation de motivation est satisfaite dès lors que la partie défenderesse énonce ses motifs de manière claire et suffisante, sans qu'elle doive en outre, lorsqu'elle emprunte des éléments de sa motivation à la jurisprudence, annexer à sa décision les arrêts originaux dont sont tirés ses emprunts, ou qu'elle doive limiter lesdits emprunts aux seuls arrêts ayant été publiés.

Pour le surplus, il a déjà été jugé que les modalités de publicité propres aux arrêts prononcés en vertu de la loi du 15 décembre 1980, n'ont pas pour effet de priver les requérants de la possibilité de prendre connaissance de la jurisprudence du Conseil d'Etat par la consultation des arrêts directement au greffe de la Haute Juridiction (C.E., 9 octobre 2001, n° 99.587).

3.1.2. Le moyen pris n'est pas fondé.

3.2.1. Sur le deuxième moyen pris, force est de constater, concernant les craintes en cas de retour au Togo, que la décision attaquée est formellement motivée en deux articulations, la première relative aux « craintes de persécutions qui empêcheraient tout retour, même

momentané, au pays d'origine » et la deuxième relative au fait « qu'un retour au Togo serait incompatible avec l'art 3 de la CEDH », auxquelles sont consacrés deux alinéas distincts.

Cette motivation ne peut dès lors être présentée, comme le fait la partie requérante en termes de requête, comme portant globalement sur « des craintes de persécution au sens de l'article 3 CEDH en cas de retour ».

3.2.2. S'agissant des craintes de persécution, au sens propre, invoquées par la requérante, la partie défenderesse pouvait dès lors, compte tenu du large pouvoir d'appréciation dont elle dispose dans le cadre de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, valablement constater que celles-ci ne contenaient pas de nouveaux éléments par rapport à une précédente procédure d'asile et à une précédente demande d'autorisation de séjour, et partant, se référer aux décisions précédemment prises à cet égard par les instances compétentes concernées.

Il s'en déduit qu'elle ne devait pas spécifiquement aborder, dans ce contexte, des éléments de documentation produits au regard d'une crainte en cas de retour exprimée au regard de l'article 3 de la CEDH et rencontrés à ce titre dans un volet distinct et spécifique de sa motivation.

Pour le surplus, si le champ d'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi, est effectivement distinct de celui des dispositions de la Convention de Genève ou encore de l'article 3 de la CEDH, la partie requérante reste toutefois en défaut d'expliquer concrètement en quoi des arguments anciens qui ont déjà été rejetés tant dans le cadre d'une précédente procédure d'asile que dans celui d'une première demande d'autorisation de séjour, auraient dû être appréciés différemment par la partie défenderesse lors de l'examen de la demande d'autorisation de séjour du 12 novembre 2004.

3.2.3. S'agissant des craintes exprimées par la requérante au regard de l'article 3 de la CEDH, force est de constater que la partie défenderesse a formellement répondu aux éléments invoqués dans ce cadre par des motifs qu'elle indique clairement dans sa décision.

La partie défenderesse a également pu valablement conclure, compte tenu du large pouvoir d'appréciation dont elle dispose dans le cadre de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, que la requérante n'établissait pas les implications individuelles de ses affirmations d'ordre général, qu'elle n'apportait pas d'élément permettant d'apprécier le risque encouru personnellement, et dès lors que les éléments qu'elle invoquait à cet égard ne constituaient pas une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980, c'est-à-dire une circonstance rendant difficile ou impossible son retour temporaire au pays.

3.2.4. S'agissant des informations communiquées dans le complément transmis le 7 juin 2007, le Conseil rappelle qu'est suffisante la motivation de la décision qui permet à l'intéressé de connaître les raisons qui l'ont déterminée, et que l'autorité n'a pas l'obligation d'explicitier les motifs de ses motifs (voir notamment : C.E., arrêt 70.132 du 9 décembre 1997 ; C.E., arrêt 87.974 du 15 juin 2000), ni celle de répondre à chaque allégation et à chaque affirmation de l'intéressé, pour autant qu'elle rencontre les éléments essentiels de la demande.

A cet égard, force est de constater que les nouvelles informations dont question venaient compléter la demande du 12 novembre 2004 et illustraient le commentaire pour le moins laconique, énoncé sans aucune autre forme de développement ou individualisation, que « la situation au Togo, elle n'a pas évolué favorablement ».

Dans une telle perspective, il appartient à la partie requérante de démontrer en quoi un affirmation ainsi formulée rend inadéquat ou insuffisant le motif général de la décision selon lequel les craintes au regard du contexte général au Togo ne sont pas étayées d'éléments individualisés, et partant, en quoi la partie défenderesse devait la rencontrer spécifiquement dans l'acte attaqué, *quod non* en l'espèce.

3.2.5. Le moyen pris n'est pas fondé.

3.3.1. Sur le troisième moyen pris, force est de constater que la partie requérante reste en défaut de démontrer en quoi l'impossibilité d'exécuter un ordre de quitter le territoire, évoquée dans un jugement rendu en juillet 2005 dans une matière qui relève du reste de l'aide sociale, imposait au Ministre de l'Intérieur de conclure en août 2007, soit deux ans plus tard, à l'existence d'une circonstance exceptionnelle au sens de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil souligne à cet égard que les circonstances exceptionnelles visées par cette disposition doivent être appréciées au jour où l'autorité administrative statue sur la demande d'autorisation de séjour, et non au jour de l'introduction de cette demande.

3.3.2. Le moyen pris n'est pas fondé.

3.4.1. Sur le quatrième moyen pris, le Conseil ne peut que constater que la critique formulée par la partie requérante manque totalement en fait dès lors qu'elle souligne l'absence d'une « ambassade » dans ce pays, alors que le motif visé dans l'acte attaqué évoque explicitement l'existence à Lomé d'un « consulat honoraire » où les demandes d'autorisation de séjour peuvent être déposées, ce que la partie requérante reste totalement en défaut de contester.

3.4.2. Le moyen pris n'est pas fondé.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique.

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le onze juin deux mille huit par :

,

,

Le Greffier,

Le Président,

.